

## VERTALING

N. 2000 — 3325

[2000/29444]

**21 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. — Ministerie van de Franse Gemeenschap**

Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 1, § 4bis, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 15 december 1998 en bij het besluit van 21 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1999 tot vaststelling van de wijze waarop de adviezen en de machtigingen bedoeld bij de paragrafen 4 en 4bis van artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht moeten worden verstrekt;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2000,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 70, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 december 1998, wordt als volgt vervolledigd : « 22° toekenning van machtigingen bedoeld bij artikel 1, § 4bis, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 1998. »

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 21 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale promotie,  
W. TAMINIAUX



F. 2000 — 3326

[C - 2000/29447]

**23 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions modificatives et transitoires des statuts des agents des Services du Gouvernement, du règlement organique du Ministère et des cadres du Ministère, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Commissariat général aux Relations internationales**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

I. Présentation générale

La dernière convention sectorielle formalisée par le protocole n° 200 du Comité de Négociation du Secteur XVII postule qu'un certain nombre de modifications soient apportées aux statuts des agents des Services du Gouvernement et à certains de leurs arrêtés d'exécution.

Le présent arrêté a pour premier objet de modifier lesdits statuts en conséquence, ces statuts concernant les agents relevant :

- des Services du Gouvernement;
- du Commissariat général aux Relations internationales;
- de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Six modifications s'ajoutent à l'exécution de la convention sectorielle, modifications visant respectivement :

- à assouplir le régime du cumul et des incompatibilités;
- à rectifier, pour les agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins, les critères permettant d'établir un ordre de préférence lorsque des dispositions réglementaires se fondant sur l'ancienneté administrative doivent être appliquées;
- à améliorer la lisibilité du calcul des délais pour le dépôt d'une candidature à un emploi de promotion;
- à adapter les conditions d'ancienneté de niveau dans le niveau 2 ou le niveau 2+ pour l'accession au niveau 1;
- à adapter le régime disciplinaire de manière à restituer une signification à la rétrogradation au rang inférieur de l'agent titulaire d'un grade de principalat et, plus largement, à établir un lien de principe entre ledit régime et les conditions générales de promotion;
- à rencontrer une observation de la Commission de l'Union européenne relative à la valorisation de l'ancienneté acquise dans les services publics des Etats membres dans les mêmes conditions que celle acquise dans les services publics belges.

## II. Commentaire des articles

1. L'article 1<sup>er</sup> vise à assouplir le régime des incompatibilités en permettant au Gouvernement, ou, selon le cas, à un de ses membres auquel il aura délégué ce pouvoir, de lever, sur avis du Conseil de direction, l'incompatibilité entre la qualité d'agent et l'exercice d'un mandat ou service, même gratuit, dans les affaires privées à but lucratif.

L'article 2 précise en outre, conformément aux observations formulées par le Conseil d'Etat, les circonstances dans lesquelles le cumul d'activités doit être refusé.

2. L'article 3 rétablit la cohérence entre la règle générale qui hiérarchise les anciennetés et les règles qui fixent les conditions d'ancienneté à la promotion.

3. L'article 4 ajoute une condition générale à la promotion, celle de ne pas faire l'objet d'une peine disciplinaire, autre que le rappel à l'ordre ou le blâme, non encore radiée. Cette condition a trait à la recevabilité des candidatures. Si, en application de cette nouvelle règle, la candidature à un emploi de promotion d'un agent tombant sous le coup d'un rappel à l'ordre ou d'un blâme reste recevable, il appartiendra néanmoins aux autorités compétentes pour classer et promouvoir les candidats de tenir compte, s'il échet, de l'existence d'une de ces sanctions disciplinaires.

4. L'article 5 améliore la lisibilité du calcul des délais pour le dépôt d'une candidature à un emploi de promotion.

5. L'article 6 permet aux agents titulaires d'un grade du niveau 2+ de se prévaloir de l'ancienneté acquise antérieurement au niveau 2 pour pouvoir participer à un concours d'accession au niveau supérieur et ce afin de lever la contradiction résultant de la circonstance que, sans promotion au niveau 2+, ils auraient pu participer audit concours.

6. En tant qu'il s'applique aux agents titulaires d'un grade de chef administratif ou chef administrative, l'article 7, 1<sup>o</sup>, combiné avec les articles 8, 9, 10, 13, 14, 17, 20, 21, 23, 24 et 26 à 30, fonde la nomination de ces agents respectivement au grade de premier assistant et de première assistante.

7. En tant qu'il s'applique aux agents titulaires du grade d'adjoint de secrétariat sous l'empire du statut Camu, l'article 7, 1<sup>o</sup>, combiné avec les articles 8, 10, 12, 13, 17, 18, 19 et 20, restitue cet ancien grade auxdits agents.

8. L'article 7, 2<sup>o</sup>, fonde l'accès au niveau 2+ des agents titulaires de l'ancien grade de dessinateur ou de contrôleur adjoint des travaux lorsque lesdits agents peuvent se prévaloir de la réussite d'un examen d'avancement de grade effective à la date d'entrée en vigueur du statut.

9. L'article 11, 1<sup>o</sup>, double la durée des services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires pour ce qui concerne les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail.

10. L'article 11, 2<sup>o</sup>, fonde l'admissibilité des services accomplis dans une institution étrangère lorsque cette admissibilité trouve par ailleurs sa source dans une obligation de droit international comme c'est le cas, à titre principal, pour ce qui concerne les reconnaissances réciproques d'ancienneté entre les Etats membres de l'Espace économique européen.

11. Les articles 15 et 16 élèvent en deux étapes le forfait de promotion des groupes de qualification 1 et 2 du niveau 2+ au niveau du forfait de promotion attaché au groupe de qualification 3 du même niveau.

12. L'article 17, 1<sup>o</sup>, combiné avec l'article 22, attribue aux agents titulaires d'un grade appartenant à la famille des gestionnaires de bibliothèques et des vérificateurs de l'enseignement une échelle de traitement du groupe de qualification 2.

## **23 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions modificatives et transitoires des statuts des agents des Services du Gouvernement, du règlement organique du Ministère et des cadres du Ministère, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Commissariat général aux Relations internationales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>, § 2 et § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés des 31 août 1998, 7 janvier 1999 et 19 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juillet 1997 fixant le cadre du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française, modifié par les arrêtés des 24 juin 1999 et 13 avril 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 portant fixation du cadre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par l'arrêté du 8 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement — Ministère de la Communauté française, modifié par l'arrêté du 10 avril 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1998 fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 mars 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 8 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil de direction du S.P.R.R.T., donné le 9 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'O.N.E., donné le 29 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil de direction du C.G.R.I., donné le 13 juin 2000;

Vu la concertation avec le Secrétaire permanent au recrutement conclue par l'avis rendu le 16 mai 2000;

Vu le protocole n° 232 du Comité de Secteur XVII, conclu le 29 mai 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.467/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 novembre 2000,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

##### *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, le second alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Est en outre réputé incompatible avec la qualité d'agent des Services du Gouvernement, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif à l'exception :

- 1° des mandats exercés au nom du Gouvernement dans des entreprises privées;
- 2° des mandats ou services pour l'accomplissement desquels l'agent a obtenu, sur avis conforme du Conseil de direction, l'autorisation du Gouvernement ou du Ministre auquel il a délégué ce pouvoir. »

**Art. 2.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Sur avis conforme du Conseil de direction, le Gouvernement, le Ministre ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir autorise le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques aux conditions suivantes :

- 1° le cumul n'a pas trait à une activité ou occupation incompatible avec la qualité d'agent des Services du Gouvernement;
- 2° le cumul ne couvre pas des périodes d'activités complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par l'agent de ses fonctions;
- 3° le cumul n'est pas de nature à induire dans le chef du public une confusion entre les activités fonctionnelles et privées de l'agent.

Le refus du cumul d'activités fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2 et 3 de l'alinéa précédent ainsi que le refus du cumul d'activités relatif à un mandat exercé au nom d'un autre Gouvernement dans des entreprises privées sont décidés par le Gouvernement ou le Ministre auquel il a délégué ce pouvoir sur avis du Conseil de direction.

La décision du Gouvernement de confier à un agent des Services du Gouvernement un mandat visé à l'article 13, 2<sup>e</sup> alinéa, 1°, emporte de plein droit autorisation de cumul pour l'exercice de ce mandat.

Les agents bénéficiant d'une autorisation de cumul dans un secteur d'activités soumis à leur contrôle administratif, budgétaire ou financier direct veillent, pour ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en cumul et, s'il échet, l'organisme tiers pour compte duquel cette activité est exercée, à ce que ledit contrôle soit effectué de manière indépendante par un autre agent. »

**Art. 3.** L'article 31, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est modifié comme suit :

- 1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « autres que les agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins » sont insérés après les mots « entre les agents ».
- 2° il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté administrative, l'ordre de préférence entre les agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la façon suivante :

- a) l'agent dont l'ancienneté de grade est la plus grande;
- b) à égalité d'ancienneté de grade, l'agent dont la première nomination dans un grade de rang 12 au moins est la plus ancienne;
- c) à égalité d'ancienneté dans un grade de rang 12 au moins, l'agent dont l'ancienneté de niveau est la plus grande;
- d) à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- e) à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. »

**Art. 4.** L'article 42 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'agent à charge duquel une sanction disciplinaire autre que le rappel à l'ordre ou le blâme a été prononcée ne peut être promu aussi longtemps que la sanction disciplinaire n'a pas été radiée de son dossier individuel. »

**Art. 5.** A l'article 43, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté les mots « celui de la remise de l'avis de vacance d'emploi à l'intéressé ou celui de la présentation dudit avis par la Poste » sont remplacés par les mots « celui de la présentation de l'avis de vacance d'emploi par la Poste à la dernière adresse indiquée par l'intéressé ».

**Art. 6.** A l'article 44 du même arrêté, il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application du § 2, a, les agents du niveau 2+ peuvent se prévaloir de leur ancienneté de niveau acquise tant au niveau 2 qu'au niveau 2+. »

**Art. 7.** L'article 124 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 2, les mots « de chef administratif, » sont supprimés et les mots « d'adjoint de secrétariat, » sont insérés entre les mots « d'inspecteur technique, » et les mots « de premier correspondant en chef de la recherche ».

2° il est inséré entre le 4° et le 5° alinéa, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les agents titulaires à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté du grade de contrôleur adjoint de travaux ou de dessinateur et lauréats à la même date d'un examen d'avancement de grade au grade de contrôleur de travaux ou de dessinateur principal sont nommés au 1<sup>er</sup> décembre 1999 à un grade de niveau 2+. »

**Art. 8.** A l'article 125, 2°, du même arrêté, les mots « de chef administratif ou d'inspecteur technique » sont remplacés par les mots « d'inspecteur technique ou d'adjoint de secrétariat ».

**Art. 9.** Un article 129<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 129<sup>quater</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> décembre 1999, les titulaires du grade de chef administratif et de chef administrative sont nommés respectivement au grade de premier assistant et de première assistante. »

**Art. 10.** L'annexe II du même arrêté est modifiée comme suit :

1° entre la mention

« 2	22	inspecteur technique ou inspectrice technique	spécialisé	2	25	inspecteur technique »
-----	----	--	------------	---	----	------------------------

et la mention

« 2	22	premier correspondant en chef de la recherche ou première correspondante en chef de la recherche	administratif	2	25	premier correspondant en chef de la recherche »
-----	----	---	---------------	---	----	--

est insérée la mention

« 2	22	adjoint de secrétariat ou adjointe de secrétariat	administratif	2	25	adjoint de secrétariat »
-----	----	--	---------------	---	----	--------------------------

2° la mention

« 2	22	chef administratif ou chef administrative	administratif	2	24	chef administratif »
-----	----	--	---------------	---	----	----------------------

est remplacée par la mention

« 2	22	premier assistant ou première assistante	administratif	2	24	chef administratif »
-----	----	---	---------------	---	----	----------------------

3° la mention

« 2	20	assistant ou assistante	administratif	2	25	adjoint de secrétariat »
-----	----	-------------------------	---------------	---	----	--------------------------

est supprimée.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 11.** L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est modifié comme suit :

1° au deuxième alinéa, les mots « de trois ans » sont remplacés par les mots « de six ans »;

2° il est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les services prestés au sein d'une institution étrangère correspondant à une des institutions visées aux deux alinéas précédents sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires aux mêmes conditions que celles visées auxdits alinéas lorsque cette admissibilité répond à une obligation de droit international s'imposant à la Communauté française. »

**Art. 12.** A l'article 33, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, la mention 25/4 est supprimée.

**Art. 13.** A l'article 34 du même arrêté, la mention « chef administratif 220/1S » est remplacée par la mention « adjoint de secrétariat 221/1S ».

**Art. 14.** Un article 35<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 35<sup>bis</sup>. Les agents nommés au grade de premier assistant ou de première assistante en application de l'article 129<sup>quater</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française bénéficient des échelles de traitement suivantes :

1° à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1999, l'échelle 220/1T reprise à l'annexe VII;

2° à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2000, l'échelle attachée au grade de 1<sup>er</sup> assistant, groupe de qualification 1, fixée conformément à l'article 30 du présent arrêté. »

**Art. 15.** Un article 35ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 35ter. Du 1<sup>er</sup> décembre 1999 au 30 novembre 2000, les échelles de promotion 270/1 et 270/2 sont fixées, par dérogation à l'annexe I, comme suit :

1° l'échelle 270/1 est constituée de l'échelle 260/1 augmentée d'un forfait de 143.667,-;

2° l'échelle 270/2 est constituée de l'échelle 260/2 augmentée d'un forfait de 143.667,- »

**Art. 16.** A l'annexe I du même arrêté, sous l'intitulé « Echelles du niveau 2+ », point 4 « Echelles de promotion », les mentions « d'un forfait de 121.000, » sont remplacées par les mentions « d'un forfait de 189.000, ».

**Art. 17.** L'annexe IV du même arrêté est modifiée comme suit :

1° au regard des mentions « gestionnaire de bibliothèque », « bibliothécaire adjoint », « vérificateur adjoint », « bibliothécaire de 1<sup>re</sup> classe », « gestionnaire principal de bibliothèque », « vérificateur », « gestionnaire de la documentation », « gestionnaire de bibliothèque en chef » et « vérificateur principal », le chiffre « 1 » est remplacé par le chiffre « 2 ».

2° la mention

« chef administratif	chef administratif	1 »
----------------------	--------------------	-----

est remplacée par la mention

« premier assistant	chef administratif	1 »
---------------------	--------------------	-----

3° entre la mention

« inspecteur technique	inspecteur technique	2 »
------------------------	----------------------	-----

et la mention

« premier correspondant en chef de la recherche	premier correspondant en chef de la recherche	2 »
---	---	-----

est insérée la mention

« adjoint de secrétariat	adjoint de secrétariat	1 »
--------------------------	------------------------	-----

4° la mention

« assistant ou assistant principal	adjoint de secrétariat	1 »
------------------------------------	------------------------	-----

est supprimée.

**Art. 18.** A l'annexe V du même arrêté, la mention de l'échelle transitoire 25/4 est supprimée.

**Art. 19.** A l'annexe VI du même arrêté, le point 3 est remplacé par le point suivant :

« 3. Echelle 221/1S

Minimum

610 000

Echelons

3 (1) × 11 000

14 (2) × 24 100

L'échelle est augmentée d'un forfait de promotion de 322.000,- ».

**Art. 20.** Le même arrêté est complété d'une annexe VII jointe en annexe au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française*

**Art. 21.** L'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française est modifiée comme suit:

1° la mention

« 22	Premier assistant	Administratif	1	Chef administratif	Sous chef de bureau ou assistant ou assistant principal »
------	-------------------	---------------	---	--------------------	---

est remplacée par la mention

« 22	Premier assistant	Administratif	1	Adjoint de secrétariat	Sous chef de bureau ou assistant ou assistant principal »
------	-------------------	---------------	---	------------------------	---

2° la mention

« 22	Chef administratif				
------	--------------------	--	--	--	--

est supprimée.



**Art. 22.** L'annexe 2 du même arrêté est modifiée comme suit :

1° au regard de la mention « Gradué – Administratif – 2 » sont ajoutées les mentions suivantes :

« — Gradué en bibliothéconomie et documentation;

— Diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court (anc. ens. sup. technique du 1<sup>er</sup> degré (section économique) ou A6/A1);

— Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, section « commerce » ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (toutes sections) avec option complémentaire « économie »;

— Diplôme délivré après au moins 750 périodes par un établissement d'enseignement technique B3/B1 qui lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires supérieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé ou un diplôme d'une section classée B3/B1 qui, lors de l'admission, exige un diplôme d'études secondaires inférieures ou la réussite d'un examen d'entrée y assimilé ».

2° au regard de la mention « Gradué – Administratif – 1 » :

— la mention « — Gradué en bibliothéconomie et documentation; » est supprimée.

— la mention « — Diplôme de l'enseignement supérieur de type court, (anc. ens. sup. technique du 1<sup>er</sup> degré – section économique – et A6/A1); » est remplacée par la mention « — Diplôme de l'enseignement supérieur économique de type court (anc. ens. sup. technique du 1<sup>er</sup> degré (section économique) ou A6/A1; ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1997 fixant le cadre du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française*

**Art. 23.** Dans l'arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1997 fixant le cadre du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, les mots « Chef administratif ou chef administrative (3) » sont remplacés par les mots « Premier assistant ou première assistante (3) ».

**Art. 24.** Au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, point II. ADMINISTRATION GENERALE DE L'INFRASTRUCTURE, sous la rubrique pour l'ensemble de l'administration générale – Services extérieurs – 5. Service régional de Namur, il est apporté les modifications suivantes :

1° entre la mention

« Premier assistant ou première assistante (3)	Administratif	1	5 »
---	---------------	---	-----

et la mention

« Sous-chef de bureau (8)	Administratif	1	7 »
---------------------------	---------------	---	-----

est insérée la mention

« Adjoint de Secrétariat (3) (a)	Administratif	1	1 »
----------------------------------	---------------	---	-----

2° les mots « (a) le nombre de titulaires du grade de gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale et du grade d'assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale, ne peut être supérieur à 22 » sont remplacés par les mots « (a) le nombre de titulaires du grade de gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale, du grade d'adjoint de secrétariat et du grade d'assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale, ne peut être supérieur à 22 ».

**Art. 25.** Au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, point II. ADMINISTRATION GENERALE DE L'INFRASTRUCTURE, sous la rubrique 5. Service général des Infrastructures scolaires de la Communauté, 6. Service régional de Namur, il est apporté les modifications suivantes:

1° entre la mention

« Premier assistant ou Première assistante (3)	Administratif	1	5
---	---------------	---	---

et la mention

« Sous-chef de bureau (9)	Administratif	1	7 »
---------------------------	---------------	---	-----

est insérée la mention

« Adjoint de secrétariat (3) (a)	Administratif	1	1 »
----------------------------------	---------------	---	-----

2° les mots « (a) le nombre de titulaires du grade de gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale et du grade d'assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale, ne peut être supérieur à 22 » sont remplacés par les mots « (a) le nombre de titulaires du grade de gradué ou gradué principal ou graduée ou graduée principale, du grade d'adjoint de secrétariat et du grade d'assistant ou assistant principal ou assistante ou assistante principale, ne peut être supérieur à 22 ».

**Art. 26.** Un article 3ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté:

« Art. 3ter. Les agents nommés au grade de premier assistant ou de première assistante en application de l'article 129quater de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont affectés, à la date de leur nomination à ce grade et aussi longtemps qu'ils restent titulaires dudit grade, sur les emplois de premier assistant ou de première assistante du présent arrêté mis en extinction.

Ces emplois sont supprimés dès qu'ils sont délaissés par les agents qui y sont affectés en application de l'alinéa précédent. »

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 portant fixation du cadre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 27.** Dans l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 portant fixation du cadre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mots « Chef administratif ou chef administrative (2) » sont remplacés par les mots « Premier assistant ou première assistante (2) ».

**Art. 28.** Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. Les agents nommés au grade de premier assistant ou de première assistante en application de l'article 129quater de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont affectés, à la date de leur nomination à ce grade et aussi longtemps qu'ils restent titulaires dudit grade, sur les emplois de premier assistant ou de première assistante du présent arrêté mis en extinction.

Ces emplois sont supprimés dès qu'ils sont délaissés par les agents qui y sont affectés en application de l'alinéa précédent. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 1998 fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales*

**Art. 29.** Dans l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 1998 fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales, les mots « Chef administratif ou chef administrative (3) » sont remplacés par les mots « Premier assistant ou première assistante (3) ».

**Art. 30.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Les agents nommés au grade de premier assistant ou de première assistante en application de l'article 129quater de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont affectés, à la date de leur nomination à ce grade et aussi longtemps qu'ils restent titulaires dudit grade, sur les emplois de premier assistant ou de première assistante du présent arrêté mis en extinction.

Sans préjudice de l'application des normes d'extinction qui les concernent, les emplois de premier ou de première assistante mis en extinction et les emplois de sous-chef de bureau sont transposés en emplois d'assistants principaux ou d'assistantes principales de la même catégorie et du même groupe de qualification au fur et à mesure du départ de chacun de leur titulaire. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de ses articles 7 à 13, 14 pour ce qui concerne le point 1 de l'article 35bis qu'il insère dans le statut des agents des Services du Gouvernement, 15 et 17 à 30 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 1999, de son article 16 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et de son article 14 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2000 pour ce qui concerne le point 2 de l'article 35bis qu'il insère dans le statut des agents des Services du Gouvernement.

**Art. 32.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

W. TAMINIAUX

Annexe VII  
de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services  
du Gouvernement de la Communauté française

220/1T  
(Echelle développée en tenant compte des augmentations intercalaires de 0 à 31 ans)

0	731 000
1	742 000
2	753 000
3	764 000
4	764 000
5	788 833
6	788 833
7	813 667
8	813 667
9	838 500
10	838 500
11	863 333
12	863 333
13	888 167
14	888 167
15	913 000
16	913 000
17	937 833
18	937 833
19	962 667
20	962 667
21	987 500
22	987 500
23	1 012 333
24	1 012 333
25	1 037 167
26	1 037 167
27	1 062 000
28	1 062 000
29	1 086 833
30	1 086 833
31	1 111 667

Vu pour être annexé à l'arrêté du 23 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

W. TAMINIAUX



## VERTALING

N. 2000 — 3326

[C — 2000/29447]

**23 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende sommige wijzigings- en overgangsbepalingen van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van het organiek reglement van het Ministerie en van de personeelsformaties van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van het « Commissariat général aux Relations internationales »**

VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPI. Algemene toelichting

De laatste sectorovereenkomst geformaliseerd door het protocol nr200 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII gaat er vanuit dat een bepaald aantal wijzigingen aangebracht zouden worden aan de statuten van de ambtenaren van de Diensten van de Regering en aan sommige uitvoeringsbesluiten.

Dit besluit heeft als hoofddoel genoemde statuten aldus te wijzigen, waarbij deze statuten betrekking hebben op de ambtenaren die ressorteren onder :

- de Diensten van de Regering;
- het Commissariat général aux Relations internationales;
- de Office de la Naissance et de l'Enfance;
- de Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Bij de uitvoering van de sectorovereenkomst komen zich zes wijzigingen toevoegen, wijzigingen met als respectief doel :

- het versoepelen van het stelsel van de cumulatie en van de onverenigbaarheden;
- het rechtzetten, voor de ambtenaren die titularis zijn van minstens rang 12, van de criteria voor het bekomen van een orde van voorkeur wanneer de reglementsbepalingen die steunen op de bestuursanciënniteit toegepast moeten worden;
- het verbeteren van de leesbaarheid van de berekening van de termijnen voor het indienen van een kandidatuur voor een bevorderingsbetrekking;
- het aanpassen van de voorwaarden voor de niveauanciënniteit in niveau 2 of in niveau 2+ voor de toegang tot niveau 1;
- het aanpassen van het tuchtstelsel zodat er weer zin wordt gegeven aan de terugzetting tot de vorige rang van de ambtenaar die titularis is van een graad van « eerstaanwend » en, in ruimere zin, een principeband leggen tussen genoemd stelsel en de algemene voorwaarden voor de bevordering;
- het inachtnemen van een aanmerking van de Commissie van de Europese Unie met betrekking tot de valorisatie van de anciënniteit verworven in de openbare diensten van de Lidstaten onder dezelfde voorwaarden als deze verworven in de Belgische openbare diensten.

II. Commentaar van de artikelen

1. Artikel 1 heeft tot doel het versoepelen van het stelsel van de onverenigbaarheden om de Regering, of naargelang het geval, één van haar leden waaraan de Regering deze macht heeft gedelegeerd, in staat te stellen, op advies van de Directieraad, de onverenigbaarheid tussen de hoedanigheid van ambtenaar en het uitoefenen van een opdracht of een dienst, zelfs onbezoldigd, in particuliere zaken met winst oogmerk op te heffen.

Artikel 2 stipuleert, daarenboven, overeenkomstig de aanmerkingen geformuleerd door de Raad van State, de omstandigheden waarbij een cumulatie van activiteiten geweigerd moet worden.

2. Artikel 3 herstelt de samenhang tussen de algemene regel die een hiërarchie verleent aan de anciënniteiten en de regels waarbij de voorwaarden van anciënniteit verbonden worden met de bevordering.

3. Artikel 4 voegt een algemene voorwaarde aan de bevordering, met name dat de begunstigde niet het voorwerp moet zijn van een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing of de blaam die nog niet geschrapt werd. Deze voorwaarde heeft betrekking op de ontvankelijkheid van de kandidaturen. Indien, in toepassing van deze nieuwe regel, de kandidatuur voor een bevorderingsambt van een ambtenaar die het voorwerp maakt van een terechtwijzing of een blaam ontvankelijk blijft, zal niettemin de bevoegde overheid, desnoods, rekening houden met het bestaan van één van deze tuchtstraffen voor de rangschikking en de bevordering van de kandidaten.

4. Artikel 5 verbetert de leesbaarheid van de berekening van de termijnen voor het indienen van een kandidatuur voor een bevorderingsbetrekking.

5. Artikel 6 laat de ambtenaren titularis van een graad van niveau 2+ toe de eerder in niveau 2 verworven anciënniteit te waarderen om deel te kunnen nemen in een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau en dit om de tegenstrijdigheid op te heffen die voortvloeit uit het feit dat, zonder bevordering tot niveau 2+, ze aan genoemd vergelijkend examen deel hadden kunnen nemen.

6. Aangezien het van toepassing is op de ambtenaren die titularis zijn van een graad van bestuurschef, legt artikel 7, in combinatie met de artikelen 8, 9, 10, 13, 14, 17, 20, 21, 23, 24 en 26 tot 30, de basis voor de benoeming van deze ambtenaren in de graad van eerstaanwend assistent.

7. Aangezien het van toepassing is op de ambtenaren die titularis zijn van een graad van adjunct bij een secretariaat volgens het Camu statuut, geeft artikel 7, 1°, in combinatie met de artikelen 8, 10, 12, 13, 17, 18, 19 en 20, deze oude graad aan genoemde ambtenaren terug.

8. Artikel 7, 2° legt de basis voor de toegang tot niveau 2+ van de ambtenaren die titularis zijn van de oude graad van tekenaar of van adjunct-controleur van werken wanneer deze ambtenaren beroep kunnen doen op het slagen van een examen door verhoging in graad dat effectief is op de datum van inwerkingtreding van het statuut.

9. Artikel 11, 1°, dubbelt de duur van de diensten die toelaatbaar zijn voor de toekenning van tussentijdse verhogingen wat betreft de diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze.

10. Artikel 11, 2°, legt de basis voor de toelaatbaarheid van de diensten verricht voor een buitenlandse instelling wanneer deze toelaatbaarheid anderzijds haar oorsprong vindt in een verplichting van internationaal recht zoals het, voornamelijk, het geval is wat betreft de wederzijdse erkenningen van anciënniteit tussen de Lidstaten van de Europese Economische Ruimte.

11. De artikelen 15 en 16 delen in twee stappen het vast bedrag van de bevordering van de kwalificatiegroepen 1 en 2 van het niveau 2+ tot het niveau van het vast bedrag van de bevordering verbonden aan de kwalificatiegroep 3 van hetzelfde niveau.

12. Artikel 17, 1°, in combinatie met artikel 22, kent aan de ambtenaren die titularis zijn van een graad van de familie van bibliotheekbeheerders en verificateurs van het onderwijs een weddeschaal toe van kwalificatiegroep 2.

**23 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende sommige wijzigings- en overgangsbepalingen van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van het organiek reglement van het Ministerie en van de personeelsformaties van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van het « Commissariat général aux Relations internationales »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, § 2 en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 31 augustus 1998, 7 januari 1999 en 28 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 24 juni 1999 en 13 april 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Office de la Naissance et de l'Enfance, gewijzigd bij het besluit van 8 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 10 april 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Commissariat général aux Relations internationales;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 maart 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 mei 2000;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 mei 2000;

Gelet op het advies van de Directieraad van de SPRRT, gegeven op 9 mei 2000;

Gelet op het advies van de Directieraad van de ONE, gegeven op 29 mei 2000;

Gelet op het advies van het CGRI, gegeven op 13 juni 2000;

Gelet op het overleg met de Vast Wervingssecretaris gesloten door het advies uitgegeven op 16 mei 2000;

Gelet op het protocol nr. 232 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 29 mei 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering omtrent de aanvraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies 30.467/2 van de Raad van State, gegeven op 25 september 2000 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 november 2000,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

**Artikel 1.** In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het tweede lid vervangen door volgend lid :

« Met de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Regering wordt bovendien onverenigbaar geacht, elke, zelfs onbezoldigde, opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerk, met uitzondering van :

1° de opdrachten uitgeoefend in privé-ondernemingen namens de Regering;

2° de opdrachten en diensten waarvoor de ambtenaar, op eensluitend advies van de Directieraad, de machtiging heeft gekregen van de Regering of van de Minister tot wie zij deze macht heeft gedelegeerd. »

**Art. 2.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14. Op eensluitend advies van de Directieraad wordt de cumulatie van activiteiten in particuliere of openbare zaken door de Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie hij deze macht heeft gedelegeerd, toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie heeft niet betrekking op een activiteit of een bezigheid die onverenigbaar is met de hoedanigheid als ambtenaar van de Diensten van de Regering;

2° de cumulatie dekt bijkomende periodes van activiteit niet die het normaal verrichten door de ambtenaar van zijn ambtsplichten onmogelijk maken;

3° de cumulatie is niet van dien aard dat er een verwarring kan ontstaan voor het publiek tussen de ambtelijke activiteiten en de privé-zaken van de ambtenaar.

De weigering van de cumulatie op basis van een onverenigbaarheid of een andere omstandigheid dan deze bedoeld bij de punten 2 en 3 van het vorig lid alsook de weigering van de cumulatie van activiteiten betreffende de opdracht uitgeoefend namens een andere Regering in privé-ondernemingen worden door de Regering of de Minister waartoe zij deze macht gedelegeerd heeft op advies van de Directieraad beslist.

De beslissing van de Regering om aan een ambtenaar van de Diensten van de Regering een opdracht bedoeld bij artikel 13, 2de lid toe te vertrouwen, brengt van rechtswege een machtiging tot cumulatie voor het uitoefenen van deze opdracht met zich mee.

De ambtenaren die een machtiging tot cumulatie genieten in een activiteitssector onderhevig aan hun bestuurs-, begrotings- of geldelijk toezicht zorgen, wat betreft de activiteit die zij in cumulatie uitoefenen en, desnoods, de derde instelling waarvoor deze activiteit wordt uitgeoefend, ervoor dat dit toezicht op zelfstandige manier uitgeoefend wordt door een andere ambtenaar. »

**Art. 3.** Artikel 31, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° bij lid 1, worden na de woorden « onder de ambtenaren » de woorden « ander dan de ambtenaren die titularis zijn van minstens rang 12 » ingevoegd.

2° er wordt een tweede lid ingevoegd luidend als volgt :

« Voor de toepassing van de reglementsbevestigingen die steunen op de bestuursanciënniteit, wordt de voorrang onder de ambtenaren die titularis zijn van een graad van minstens rang 12 waarvan de anciënniteit vergeleken moet worden, als volgt bepaald :

- a) de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;
- b) bij gelijke graadanciënniteit, de ambtenaar van wie de eerste benoeming in een graad van minstens rang 12 de oudste is;
- c) bij gelijke graadanciënniteit van een graad van minstens rang 12, de ambtenaar met de grootste niveauanciënniteit;
- d) bij gelijke niveauanciënniteit, de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;
- e) bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste ambtenaar. »

**Art. 4.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt met volgend lid aangevuld :

« De ambtenaar voor wie een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing of de blaam werd uitgesproken, kan niet bevorderd worden zolang deze tuchtstraf niet van zijn persoonlijk dossier wordt geschrapt. »

**Art. 5.** In artikel 43, § 3, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « op die waarop de bekendmaking van de vacante betrekking aan de betrokkenen werd overhandigd of door de post is aangeboden » door de woorden « op die waarop de bekendmaking van de vacante betrekking door de Post is aangeboden op het laatste adres vermeld door de betrokkene. »

**Art. 6.** Aan artikel 44 van hetzelfde besluit wordt een paragraaf 4 luidend als volgt toegevoegd :

« § 4. Voor de toepassing van § 2, a, kunnen de ambtenaren van niveau 2+ hun niveauanciënniteit doen gelden die zij verworven hebben zowel in niveau 2 als in niveau 2+. »

**Art. 7.** Artikel 124 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 2, wordt het woord « bestuurschef, » geschrapt en worden de woorden « adjunct bij het secretariaat, » ingevoegd tussen de woorden « technisch inspecteur, » en de woorden « eerste hoofdcorrespondent der vorsing, ».

2° er wordt tussen het vierde en vijfde lid een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt :

« De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis zijn van een graad van adjunct-controleur van de werken of van tekenaar en die op dezelfde datum gegadigden zijn van een examen voor verhoging in graad tot de graad van controleur van de werken of eerstaanwezend tekenaar, worden op 1 december 1999 in een graad van niveau 2+ benoemd. »

**Art. 8.** In artikel 125, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « van bestuurschef of technisch inspecteur » vervangen door de woorden « van technisch inspecteur of adjunct bij het secretariaat ».

**Art. 9.** Er wordt een artikel 129<sup>quater</sup>, luidend als volgt, ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Art. 129<sup>quater</sup>. Vanaf 1 december 1999, worden de titularissen van de graad van bestuurschef benoemd tot de graad van eerste assistent. » .

**Art. 10.** Bijlage II van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° tussen de melding

« 2	22	Technisch inspecteur	Gespecialiseerd	2	25	Technisch inspecteur »
-----	----	----------------------	-----------------	---	----	------------------------

en de melding

« 2	22	Eerste hoofdcorrespondent der vorsing	Administratief	2	25	Eerste hoofdcorrespondent der vorsing »
-----	----	---------------------------------------	----------------	---	----	---

wordt de melding ingevoegd :

« 2	22	Adjunct bij het secretariaat	Administratief	2	25	Adjunct bij het secretariaat »
-----	----	------------------------------	----------------	---	----	--------------------------------

2° de melding

« 2	22	bestuurschef	Administratief	2	24	Bestuurschef »
-----	----	--------------	----------------	---	----	----------------

wordt vervangen door de melding :

« 2	22	Eerste assistent	Administratief	2	24	Bestuurschef »
-----	----	------------------	----------------	---	----	----------------

3° de melding

« 2	20	Assistent	Administratief	2	25	Adjunct bij het secretariaat »
-----	----	-----------	----------------	---	----	--------------------------------

wordt geschrapt.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

**Art. 11.** Artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt als volgt gewijzigd :

1° in het tweede lid, worden de woorden « van drie jaar » vervangen door de woorden « van zes jaar ».

2° er wordt een derde lid, luidend als volgt, toegevoegd :

« De diensten verricht binnen een buitenlandse instelling die overeenstemt met de instellingen bedoeld bij de vorige twee leden zijn toelaatbaar voor de toekenning van tussentijdse verhogingen onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald bij genoemde leden wanneer deze toelaatbaarheid aan een verplichting van internationaal recht beantwoordt dat aan de Franse Gemeenschap is opgelegd. »

**Art. 12.** In artikel 33, § 1, van hetzelfde besluit, wordt de melding « 25/4 » geschrapt.

**Art. 13.** In artikel 34 van hetzelfde besluit, wordt de melding « Bestuurschef 220/1S » vervangen door de melding « adjunct bij het secretariaat 221/1S ».

**Art. 14.** Er wordt een artikel 35*bis*, luidend als volgt, ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Art. 35*bis*. De ambtenaren die benoemd zijn in de graad van eerste assistent in toepassing van artikel 129*quater* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap genieten de volgende weddeschalen :

1° vanaf 1 december 1999, de schaal 220/1T opgenomen in bijlage VII.

2° vanaf 1 december 2000, de schaal toegekend aan de graad van eerste assistent, kwalificatiegroep 1, bepaald overeenkomstig artikel 30 van dit besluit. »

**Art. 15.** Er wordt een artikel 35*ter*, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 35*ter*. Van 1 december 1999 tot 30 november 2000 worden de bevorderingsschalen 270/1 en 270/2 als volgt bepaald, in afwijking van bijlage I :

1° de schaal 270/1 bestaat uit de schaal 260/1 vermeerderd met een forfaitair bedrag van 143.667,-;

2° de schaal 270/2 bestaat uit de schaal 260/2 vermeerderd met een forfaitair bedrag van 143.667, ».

**Art. 16.** In bijlage I van hetzelfde besluit, onder het opschrift « Schalen van niveau 2+ », punt 4 « Bevorderingsschalen » worden de meldingen « met een forfaitair bedrag van 121.000, » vervangen door de meldingen « met een forfaitair bedrag van 189.000, ».

**Art. 17.** Bijlage IV van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° tegenover de meldingen « bibliotheekbeheerder », « adjunct-bibliothecaris », « adjunct-verificateur », « bibliothecaris 1ste klasse », « eerstaanwendend bibliotheekbeheerder », « verificateur », « documentatiebeheerder », « hoofd-bibliotheekbeheerder » en « eerstaanwendend verificateur », wordt het cijfer « 1 » door het cijfer « 2 » vervangen.

2° de melding

« bestuurschef	Bestuurschef	1 »
----------------	--------------	-----

wordt vervangen door de melding :

« Eerste assistent	Bestuurschef	1 »
--------------------	--------------	-----

3° tussen de melding

« Technisch inspecteur	Technisch inspecteur	2 »
------------------------	----------------------	-----

en de melding

« Eerste hoofdcorrespondent der vorsing	Eerste hoofdcorrespondent der vorsing	2 »
---	---------------------------------------	-----

wordt de melding ingevoegd :

« Adjunct bij het secretariaat	Adjunct bij het secretariaat	1 »
--------------------------------	------------------------------	-----

4° de melding

« Assistent of eerstaanwendend assistent	Adjunct bij het secretariaat	1 »
--	------------------------------	-----

wordt geschrapt.

**Art. 18.** In bijlage V van hetzelfde besluit, wordt de melding van de overgangsschaal 25/4 geschrapt.

**Art. 19.** In bijlage VI van hetzelfde besluit, wordt punt 3 vervangen door :

« 3. Schaal 221/1S

Minimum	610 000
Trappen	3 (1) × 11 000 14 (2) × 24 100

De schaal wordt met een forfaitair bevorderingsbedrag vermeerderd van 322.000,- ».

**Art. 20.** Hetzelfde besluit wordt vervolledigd met een bijlage VII die bij dit besluit als bijlage wordt gevoegd.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering — Ministerie van de Franse Gemeenschap**

**Art. 21.** Bijlage 1 van het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering – Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt :

1° de melding

« 22	Eerste assistent	Administratief	1	Bestuurschef	Onderbureaucheef of assistent of eerstaanwezend assistent »
------	------------------	----------------	---	--------------	---

wordt vervangen door de melding :

« 22	Eerste assistent	Administratief	1	Adjunct bij het secretariaat	Onderbureaucheef of assistent of eerstaanwezend assistent »
------	------------------	----------------	---	------------------------------	---

2° de melding

« 22	Bestuurschef				»
------	--------------	--	--	--	---

wordt geschrapt.

**Art. 22.** Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° tegenover de melding « Gegradueerde – Administratief – 2 » worden de volgende meldingen toegevoegd :

« — Gegradueerde in bibliotheconomie en documentatie;

— Diploma van het economisch hoger onderwijs van het korte type (voormalig techn. hog. ond. van de eerste graad (economische afdeling) of A6/A1);

— Diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs, afdeling « handel » of geaggregeerde lager secundair onderwijs (alle afdelingen) met een bijkomende optie « economie »;

— Diploma uitgereikt na minstens 750 periodes door een inrichting van technisch onderwijs B3/B1 waarvoor bij de toegang een diploma hoger secundair onderwijs vereist is of het slagen voor een ermee gelijkgesteld toegangsexamen of een diploma van een B3/B1 gerangschikte afdeling waarvoor bij de toegang een diploma lager secundair onderwijs vereist is of het slagen voor een ermee gelijkgesteld toegangsexamen ».

2° tegenover de melding « Gegradueerde – Administratief – 1 » :

— de melding « Gegradueerde in bibliotheconomie en documentatie; » wordt geschrapt.

— de melding « -Diploma hoger onderwijs van het korte type, (voorm. techn. hog. ond. van de eerste graad – economische afdeling – en A6/A1) »; wordt vervangen door de melding « Diploma economisch hoger onderwijs van het korte type, (voorm. techn. hog. ond. van de eerste graad – economische afdeling – en A6:A1) ».

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van 7 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap – Ministerie van de Franse Gemeenschap**

**Art. 23.** In het besluit van 7 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap – Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « Bestuurschef (3) » vervangen door de woorden « Eerste assistent (3) ».

**Art. 24.** In paragraaf 2 van artikel 1 van hetzelfde besluit, punt « II. ALGEMEEN BESTUUR INFRASTRUCTUUR », onder de rubriek « voor het geheel van het algemeen bestuur – Buitendiensten – 5 Gewestelijke dienst Namen », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de melding

« Eerste assistent (3)	Administratief	1	5 »
------------------------	----------------	---	-----

en de melding

« Onderbureaucheef (8)	Administratief	1	7 »
------------------------	----------------	---	-----



wordt de melding

« adjunct bij het secretariaat (3) (a)	Administratief	1	1 »
--	----------------	---	-----

ingevoegd.

2° de woorden « (a) Het aantal titularissen van de graad gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde en van de graad assistent of eerstaanwendend assistent mag niet hoger zijn dan 22. » worden vervangen door de woorden « (a) Het aantal titularissen van de graad gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde, van de graad van adjunct bij het secretariaat en van de graad assistent of eerstaanwendend assistent mag niet hoger zijn dan 22. »

**Art. 25.** In paragraaf 2 van artikel 1 van hetzelfde besluit, punt « II. ALGEMEEN BESTUUR INFRASTRUCTUUR », onder de rubriek « 5. Algemene Dienst Schoolinfrastructuur van de Franse Gemeenschap, 6 Gewestelijke dienst Namen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de melding

« Eerste assistent (3)	Administratief	1	5 »
------------------------	----------------	---	-----

en de melding

« Onderbureaucheef (9)	Administratief	1	7 »
------------------------	----------------	---	-----

wordt de melding

« adjunct bij het secretariaat (3) (a)	Administratief	1	1 »
--	----------------	---	-----

ingevoegd.

2° de woorden « (a) Het aantal titularissen van de graad gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde en van de graad assistent of eerstaanwendend assistent mag niet hoger zijn dan 22. » worden vervangen door de woorden « (a) Het aantal titularissen van de graad gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde, van de graad van adjunct bij het secretariaat en van de graad assistent of eerstaanwendend assistent mag niet hoger zijn dan 22. »

**Art. 26.** Er wordt een artikel *3ter*, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. *3ter*. De ambtenaren die benoemd zijn tot eerste assistent in toepassing van artikel 129*quater* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden, op de datum van hun benoeming tot die graad en voor zolang ze titularis blijven van genoemde graad, aangewezen voor de betrekkingen van eerste assistent van dit besluit met uitdovende functie.

Deze betrekkingen worden geschrapt zodra de ambtenaren ervoor aangewezen in toepassing van het vorig lid ze verlaten. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen aan het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 27.** In het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Office de la Naissance et de l'Enfance, worden de woorden « Bestuurschef (2) » vervangen door de woorden « Eerste assistent (2) ».

**Art. 28.** Er wordt een artikel *6bis*, luidend als volgt, in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. *6bis*. De ambtenaren die benoemd zijn tot eerste assistent in toepassing van artikel 129*quater* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden, op de datum van hun benoeming tot die graad en voor zolang ze titularis blijven van genoemde graad, aangewezen voor de betrekkingen van eerste assistent van dit besluit met uitdovende functie.

Deze betrekkingen worden geschrapt zodra de ambtenaren ervoor aangewezen in toepassing van het vorig lid ze verlaten. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van 22 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Commissariat général aux Relations internationales*

**Art. 29.** In het besluit van de Regering van 22 december 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Commissariat général aux Relations internationales, worden de woorden « Bestuurschef (3) » vervangen door de woorden « Eerste assistent (3) ».

**Art. 30.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. *6bis*. De ambtenaren die benoemd zijn tot eerste assistent in toepassing van artikel 129*quater* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden, op de datum van hun benoeming tot die graad en voor zolang ze titularis blijven van genoemde graad, aangewezen voor de betrekkingen van eerste assistent van dit besluit met uitdovende functie.

Onverminderd de toepassing van de uitdovingsnormen die ze betreffen, worden de uitdovende betrekkingen van eerste assistent en de betrekkingen van onderbureaucheef getransponeerd in betrekkingen van eerstaanwendend assistent van dezelfde categorie en van dezelfde kwalificatiegroep naarmate de titularissen vertrekken. »



HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de artikelen 7 tot 13, 14 wat betreft punt 1 van artikel 35bis dat erdoor ingevoegd wordt in het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, 15 en 17 tot 30 die uitwerking hebben met ingang van 1 december 1999, van artikel 16 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2000 en van artikel 14 dat in werking treedt op 1 december 2000 wat betreft punt 2 van artikel 35bis dat erdoor ingevoegd wordt in het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

**Art. 32.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 23 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,  
W. TAMINIAUX

—

## Bijlage VII

van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

220/1T

(Schaal uitgewerkt rekening houdend met de tussentijdse verhogingen van 0 tot 31 jaren).

0	731 000
1	742 000
2	753 000
3	764 000
4	764 000
5	788 833
6	788 833
7	813 667
8	813 667
9	838 500
10	838 500
11	863 333
12	863 333
13	888 167
14	888 167
15	913 000
16	913 000
17	937 833
18	937 833
19	962 667
20	962 667
21	987 500
22	987 500
23	1 012 333
24	1 012 333

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 23 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdzaken, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,  
W. TAMINIAUX